



# PRÉFÈTE DE L'AVEYRON

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Agence Régionale de Santé Occitanie  
Délégation départementale de l'Aveyron

## UNITÉ PRÉVENTION ET PROMOTION DE LA SANTÉ ENVIRONNEMENTALE

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure d'éliminer tout risque imminent pour la santé concernant le logement, 2<sup>ème</sup> étage, porte n°8 sis 2 bis Rue Bonnefé à Rodez (12000), parcelle cadastrée AS 41**

La préfète de l'Aveyron,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1311-4 et R. 1331-14 à R. 1331-78 ;

**VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Madame Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD en qualité de préfète de l'Aveyron ;

**VU** le décret du 28 août 2023 portant nomination de Madame Véronique ORTET en qualité de secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;

**VU** l'arrêté du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à Madame Véronique ORTET, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;

**VU** le règlement sanitaire départemental (RSD) de l'Aveyron en date du 18 octobre 1984 ;

**VU** le rapport établi par le directeur général de l'Agence régionale de santé (ARS), le 29 janvier 2026, dans le cadre d'une évaluation de l'état d'insalubrité du logement sis 2<sup>ème</sup> étage, porte n°8, 2 bis Rue Bonnefé à Rodez (12000), parcelle cadastrée AS 41, actuellement occupé par Mme Barbara QUIONQUION, propriété de la SCI BONNEFE enregistrée au registre du commerce et des sociétés sous le SIRET 93842636800016 et dont le siège social est situé au 2 Bis rue Bonnefé à RODEZ (12000) représentée par M. Guillaume LAENGEL, ou ses ayants-droits, domicilié au 72 chemin de Pisserate à ONET LE CHATEAU (12850) ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 1311-4 du Code de la santé publique dispose qu'en cas d'urgence, notamment de danger ponctuel imminent pour la santé publique, le représentant de l'État dans le département peut ordonner l'exécution immédiate, tous droits réservés, des mesures prescrites par les règles d'hygiène prévues au premier chapitre, titre premier, livre III de la première partie du Code de la santé publique ;

**CONSIDÉRANT** que le logement sis 2<sup>ème</sup> étage, porte n°8, 2 bis Rue Bonnefé à Rodez (12000) et occupé par Mme Barbara QUIONQUION, présente, notamment :

- Absence de diagnostic de performance énergétique, de l'état de l'installation intérieure d'électricité, de l'état de l'installation intérieure de gaz, d'information sur le risque radon, de l'état de risques naturels et technologiques ;
- Insuffisance de système de ventilation ;
- Mauvais état de la porte d'entrée ;
- Présence d'humidité ;
- Présence de moisissures ;
- Anomalies sur l'installation électrique.

**CONSIDÉRANT** que cette situation présente un danger imminent pour la santé de l'occupant et du voisinage, notamment :

- Risque de survenue ou d'aggravation de pathologies notamment maladies pulmonaires, asthme et allergies ;
- Risque d'électrification ou d'électrocution, de brûlures et d'incendie .

Sur proposition du Directeur Général de l'Agence régionale de santé Occitanie ;

## **ARRETE**

### **Art. 1<sup>er</sup> :**

La SCI BONNEFE, enregistrée au registre du commerce et des sociétés sous le SIRET 93842636800016 et dont le siège social est situé au 2 Bis rue Bonnefé à RODEZ (12000) représentée par M. Guillaume LAENGEL, ou ses ayants-droits, domicilié au 72 chemin de Pisserate à ONET LE CHATEAU (12850) est mis en demeure de réaliser, en sa qualité de propriétaire du logement sis 2<sup>ème</sup> étage, porte n°8, 2 bis Rue Bonnefé à Rodez (12000), selon les règles de l'art et dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de notification du présent arrêté, les mesures suivantes :

- Fournir le diagnostic de performance énergétique ;
- Fournir l'état de l'installation intérieure d'électricité ;
- Fournir l'état de l'installation intérieure de gaz ;
- Fournir un constat de risque d'exposition au plomb ;
- Prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la ventilation générale, efficace et permanente du logement sans créer de courant d'air gênant et pour que l'air vicié soit rejeté directement à l'extérieur.

A cet effet, le système de ventilation doit comporter des entrées d'air dans toutes les pièces principales destinées au séjour ou au sommeil, des sorties d'air dans les pièces de service, au moins dans les cuisines, les salles de bains ou de douche et les cabinets d'aisances, réalisées par des conduits verticaux à tirage naturel ou des dispositifs mécaniques et des passages de section suffisante assurant la libre circulation de l'air des pièces principales vers les pièces de service (détalonnage des bas de portes par exemple).

La solution technique choisie devra être compatible avec les appareils à combustion installés dans le logement ;

- Procéder à la réparation ou au remplacement de la porte d'entrée, afin d'assurer son étanchéité à l'air ;
- Rechercher les causes d'humidité et y remédier par des moyens efficaces et durables ;
- Faire cesser les causes d'humidité favorables au développement des moisissures ;
- Remettre en état les matériaux et surfaces du logement dégradés par l'humidité et les moisissures ;
- Mettre en sécurité l'installation électrique et fournir une attestation validée par un professionnel agréé.

**Art. 2.** : En cas d'inexécution des mesures prescrites dans le délai imparti, le maire de Rodez ou, à défaut, la préfète de l'Aveyron, procédera à leur exécution d'office aux frais de la personne mentionnée à l'article 1er sans autre mise en demeure préalable.

La créance en résultant sera recouvrée comme en matière de contributions directes.

**Art. 3.** : Le présent arrêté sera notifié à la personne dénommée à l'article 1er et à l'occupant. Il est transmis au maire de Rodez pour affichage en mairie et sur la façade de l'immeuble concerné.

**Art. 4.** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la préfète de l'Aveyron ou un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (direction générale de la santé – EA2 – 14, avenue Duquesne, 75350 Paris SP 07) dans les deux mois suivant sa notification. Le silence gardé pendant deux mois par l'administration vaut rejet de la demande.

Un recours contentieux peut également être introduit auprès du tribunal administratif de Toulouse (68, rue Raymond IV B.P. 7007 - 31068 Toulouse cedex 7) dans les deux mois suivant la notification de l'arrêté. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible à partir du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans le cas d'un recours gracieux préalable, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse de l'administration.

**Art. 5.** : La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le directeur général de l'Agence régionale de santé Occitanie, la directrice départementale des territoires de l'Aveyron, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron et le maire de Rodez, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rodez, le – 3 FEV. 2026

  
La Secrétaire Générale  
Véronique ORTET

